

Débroussailler le chemin pour accéder aux talus

Certains d'entre vous diront sûrement que je me répète, et ils auront raison ! Mais j'assume, car c'est une réalité qui me tient à cœur. Oui, l'élevage est une chance pour les territoires ! Oui, l'élevage est une richesse pour les zones de plaine ! Oui, l'élevage est une source de solutions pour le climat !

Au-delà de sa première fonction de nourrir les Hommes (fonction qui doit permettre à l'éleveur de gagner sa vie, ce qui est loin d'être le cas aujourd'hui), l'utilité de l'élevage n'est plus à démontrer. Rien qu'en prenant l'exemple des haies bocagères, si caractéristiques de notre Bretagne : elles existent parce qu'il y a de l'élevage sur notre territoire ! Et elles donnent lieu à de nombreuses externalités positives. Elles sont des réservoirs de biodiversité en abritant des espèces végétales et animales diverses. Elles sont favorables pour le climat en stockant du carbone. Elles protègent les sols et les cultures de l'érosion. Elles améliorent le bien-être animal en fournissant de l'ombre et un abri à la prise du vent.

Pour toutes ces raisons, nous agriculteurs, sommes tout à fait partants pour implanter des haies. Et nous ne sommes apparemment pas les seuls ! Conscients de tous ces effets bénéfiques, les élus politiques affichent aussi une sérieuse ambition sur la plantation de haies bocagères. Il n'y a qu'à voir les différentes actions mises en place pour l'inciter : la mesure nationale "Plantons des haies" du plan France Relance, les programmes Breizh Bocage du Conseil Régional de Bretagne et Bocage du Conseil Départemental.

Des mesures, des annonces et des prises de parole : pour cela, tout le monde est présent. Mais lorsqu'il faut passer à la caisse pour assumer ses ambitions, c'est une autre histoire ! Il est totalement déraisonnable d'encourager les agriculteurs à planter des haies pour finalement leur dire qu'il n'y a plus de financement possible pour les accompagner. Sans compter que, bien souvent (voire même constamment...), les agriculteurs sont présumés coupables dans leur engagement environnemental.

Ce n'est pas vrai ! Nous sommes volontaires, nous sommes prêts à mettre en place des haies, mais il ne reste jamais assez d'argent pour les actions concrètes portées par les agriculteurs sur le terrain. Quand on sait que seules 13 % des sommes allouées à la lutte contre les algues vertes sont attribuées aux agriculteurs d'après la Cour des Comptes, on se demande si ce n'est pas le cas sur tous les sujets !

On le voit, même avec toute la bonne volonté du monde, les freins sont toujours là. Pourtant, "là où il y a une volonté, il y a un chemin" disait Alexis Gourvennec. Mais ici le chemin est loin d'être facile d'accès ! Pourquoi est-il autant semé d'embûches ? Les moyens financiers et d'accompagnement doivent être à la hauteur des ambitions politiques et environnementales pour pouvoir assumer les grands enjeux de demain, notamment sur le climat.



Jean-Hervé Caugant

Président de la Chambre
d'agriculture Finistère